



## Il y aura un après ... mais lequel ? Et si on changeait tout ?

Dans ces temps de confinement, la Cgt a répondu bien favorablement à la proposition d'analyser la situation actuelle et surtout d'envisager l'avenir immédiat.

**Il convient d'abord d'analyser la période actuelle :** l'urgence est à protéger les personnes et en tout premier lieu celles et ceux qui sont dans l'obligation de continuer à travailler pour assurer les besoins fondamentaux de la société.

Et puis, la santé des salariés étant prioritaire, il est fondamental de respecter le confinement du plus grand nombre pour stopper la pandémie. Il est donc paradoxal que le Préfet s'étonne de la fermeture du secteur automobile par exemple ?

Il doit être mal informé car les entreprises de ce secteur comme VALEO, DELPHI continuent de travailler dans des conditions de sécurité sanitaire problématiques.

Enfin, il faudra faire le bilan : le manque de tests de dépistage pour toutes et tous qui aurait permis de connaître les personnes contaminées et les isoler, les soigner très tôt, le manque de masque pour tous, le manque de gel hydro alcoolique et bien sûr le manque de lits dans les hôpitaux, le manque de personnels, le manque d'appareils d'assistance respiratoire.

**Oui le CESER peut et doit contribuer utilement à l'après-pandémie par une série de travaux urgents.**

**I - Actualisons le travail sur les hôpitaux publics** en faisant le bilan du traitement de l'épidémie, en listant plus précisément les manques en matériel, en nombre de lits, en nombre de personnels, en outils de protection des soignants dont les masques, en soutenant les revalorisations de salaires et de carrières des personnels qui ont montré que face à une grave épidémie, ils étaient présents au risque d'y laisser leur santé et parfois leur vie.

C'est ainsi qu'on découvre ce qui signifie un statut de la fonction publique : un service dévoué à la population tout entière. Nous sommes fiers d'avoir permis la saisine citoyenne du CESER et nous étions bien seuls à affirmer que l'urgence était prioritairement de **défendre l'hôpital public pilier de la santé dans les territoires ... »**

Au-delà de ces secteurs, nous devons aussi repenser la maîtrise de la gestion des EPHAD et la considération des personnels qui, aujourd'hui comme tous les jours sont « au front » pour accompagner nos aînées dans leur perte d'autonomie.

***Le Président Macron a dit « La santé gratuite et notre Etat providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux » : on s'en souviendra !***

**- II Analysons les conséquences économiques et sociales de la pandémie en région** pour l'ensemble des secteurs ce qui nous conduirait à abandonner provisoirement des indicateurs qui dans le contexte actuel n'ont plus de sens.

***Le Président Macron a dit « Prendre des décisions de soutien de l'activité puis de relance quoi qu'il en coûte » : on s'en souviendra !***

Et cela commence bien mal. Dans les mesures d'urgences, rien n'est prévu pour des sources nouvelles de financement en gelant par exemple le versement des dividendes aux actionnaires.

Rappelons que c'est quelques 350 milliards € soit 12 milliards de plus que l'an passé !

S'il est bien prévu une ordonnance sur le gel de dividendes pour les entreprises ayant touchées des aides publiques, force est de constater que cela n'aura un impact très limité et il y a fort à craindre que les grandes entreprises continueront à choyer leurs actionnaires tout en demandant à leurs salarié-es de travailler 60h, de remettre en cause leurs congés, leurs repos, voire licencier pour perte de rentabilité ce qui est proprement scandaleux dans le contexte actuel.

Nous jugeons aussi très contestable que la CPME ( Confédération des petites et moyennes entreprises) propose que soit utilisé l'article art 5-4 de la directive européenne de 1989 pour exonérer les entreprises de leur responsabilité lors de crises sanitaires. Pour notre part, il est urgent qu'un lien de subordination soit reconnu entre des PME et les grands donneurs d'ordre, aussi bien pour les facilités de financement et d'investissement que sur les responsabilités sociales y compris pour la santé des salarié-e-s.

**- Proposons des mesures y compris nouvelles pour** protéger et développer l'emploi de qualité, en développant l'économie circulaire pour l'ensemble des secteurs productifs y compris l'agriculture, en relocalisant des industries dont nous avons besoin en temps de crise, notamment en développant l'industrie pharmaceutique, en augmentant le pouvoir d'achat pour faire redémarrer la consommation des ménages, un des outils importants avec l'investissement des entreprises pour relancer l'économie régionale.

***Le Président Macron a dit « Il nous faudra demain interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies » : on s'en souviendra !***

**Repenser la relocalisation de notre outil de production** de matériels, équipements et fournitures médicaux, mais aussi maîtriser la filière pharmaceutique, c'est dans un 1er temps recenser les entreprises existantes sur notre région pour porter auprès des pouvoirs politiques à tous niveaux, la proposition de garantir leur maintien, voire la reprise d'activités dans le cadre d'un schéma national de l'outil de production et de recherche.

N'est-il pas révoltant, par exemple de voir que le site de BOIRON à Montrichard, spécialiste des produits homéopathiques, qui aujourd'hui vient en soutien pour lutter contre le virus en

fabricant du gel hydroalcoolique, prévoit la fermeture de son site de production au 31/12/2021 avec le licenciement de 69 salarié-es. Politique de rentabilité du groupe oblige, c'est la fermeture de 13 sites avec la perte de 645 emplois en France !!!!

***Le Président Macron a dit « Nationalisons des actifs stratégiques ». On s'en souviendra !***

La préservation des compétences et de l'outil de production est fondamentale pour notre activité économique et permet d'être réactif en cas de crise sanitaire.

Puisque la question des nationalisations est apparue dans les propos du Président, alors portons cette orientation afin de préserver et de maîtriser ce secteur pour notre bien à toutes et tous !

***Le Président Macron a dit « Déléguer notre alimentation à d'autres est une folie » On s'en souviendra !***

Pour ce qui est de l'agriculture, on reconnaîtra toutes et tous que l'approvisionnement en proximité est un véritable enjeu qui montre à quel point les politiques agricoles fondées sur la production et l'élevage intensif, voire dans certains pays incontrôlés, sont une catastrophe qui potentiellement peuvent amplifier les crises sanitaires.

La recherche de productions locales, en circuit court portée par la Région montre que là encore, rien ne se fera si le secteur agricole et agroalimentaire ne se transforme pas. Il est question de sauver les producteurs dont l'activité est vitale pour la vie des populations dans les territoires et pour l'environnement. Montrons qu'une autre politique agricole est possible.

Nous devons permettre aux producteurs-trices agricoles de vivre décemment en garantissant la juste rémunération de leur travail en évitant les distributeurs intermédiaires dont les marges sont exagérées sans compter l'industrie agroalimentaire prête à mettre dans nos assiettes des produits transformés de qualité médiocre, voire abjectes tout en faisant de la communication sur son engagement sociétal auprès des producteurs français. Recherche de profit oblige !

La question de la déprise agricole, nous amènera à débattre sans nul doute sur la question du foncier agricole et de cette agriculture locale qu'une grande majorité de la population demande. Diversifiée, de qualité, protectrice du bien-être des animaux et de l'environnement, elle doit répondre au besoin le plus élémentaire, se nourrir.

Une analyse sera aussi à faire en lien avec le Rectorat et les Académies car nul doute que des étudiants et des élèves de tous niveaux vont se retrouver en situation difficile du fait de la fracture numérique et de l'incapacité de certaines familles à accompagner leurs enfants dans les devoirs scolaires. Cela risque donc creuser les inégalités et les mettre encore plus en situation précaire.

Comme pour l'hôpital public, il faut sérieusement analyser les difficultés de SNCF éclatée en cinq sociétés anonymes où chaque direction met en place ses propres dispositions alors même que le discours d'un groupe public unifié et une cohésion sociale est vantée par les syndicats et les associations d'usagers.

Que dire aussi du secteur Fret ferroviaire "déclaré d'intérêt vital par le gouvernement", avec l'instauration de "mesures spécifiques de sauvegarde" ?

Il est assez cocasse de voir à quel point tous les acteurs semblent se mobiliser pour défendre le fret ferroviaire ! Le risque est grand que des opérateurs privés y voient une aubaine pour ponctionner des fonds publics !

- **III Agissons pour que le secteur bancaire régional** soutienne l'économie régionale, en lien avec le secteur public et semi-public économique et financier. Nous plaidons pour un fond régional pour l'emploi et la formation (FREF) faisant effet de levier par des garanties bancaires avec la BPI. Nous notons un début d'effort en ce sens avec les CAP pour le rebond. Ce n'est qu'un début ...

## **Faut-il croire en la parole du Président de la République ?**

Dans un premier temps, nous allons beaucoup décevoir un de nos collègues qui citant le Président de la République le 13 mars dernier « il faudra tirer les leçons » ... semble trouver acquis les déclarations d'intention du Chef de l'Etat.

Souvenons-nous : nous étions en pleine crise financière, après la faillite de Lehmann Brothers. Le 25 septembre 2008, à Toulon, Nicolas SARKOZY, Président de la République, déclarait « *le laisser faire c'est fini ...L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle ...Il faut réglementer les banques ...J'appelle l'Europe à repenser ses règles, ses principes, en tirant les leçons ...*

*Il faut que l'Etat intervienne, qu'il impose ses règles, qu'il investisse, qu'il prenne des participations ... Et puis : Rien !* On a vu que les promesses n'engagent que ceux qui y croient selon la fameuse maxime d'Henri Queuille.

Déstabilisé par la violence de la pandémie, le nombre de morts important, Emmanuel MACRON annonce des « **décisions en rupture qu'il assumera ...en dehors des lois du marché** ».

Cela commence bien mal : le Président de la République et sa majorité à l'Assemblée Nationale commence par remettre en cause le droit du travail !

Imprégné de la pensée ultralibérale en allant bien plus loin que tous ses prédécesseurs libéraux dans les politiques mises en œuvre contre les plus faibles (retraites, code du travail, assurance chômage, fermeture de services publics) et contre le monde du travail tout entier, on peut raisonnablement penser que la crise éloignée dans quelques mois, les politiques libérales reviendront de plus belle ! Jusqu'où ? Jusqu'au chaos ?

**Alors le CESE et les CESER pourraient avoir des initiatives fortement médiatisées pour rappeler les engagements du Président de la République pour proposer des solutions nouvelles pour qu'elles débouchent sur une vraie rupture dans les politiques publiques.**

Le plan d'urgence français, qui a amené les Député-es à voter une rallonge budgétaire de 2 milliards € alors que les professionnels de la santé en réclamaient déjà 4 avant la crise du coronavirus est largement insuffisant.

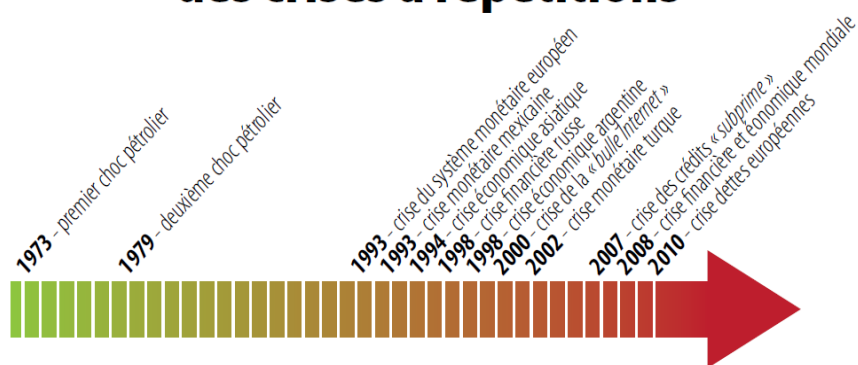
Car investir « massivement dans notre service public de santé », revaloriser les salaires et les carrières du monde médical **ce qui est une absolue nécessité** et ce qui est source de conflits sociaux ininterrompus depuis au moins deux ans (notamment dans les urgences), c'est rompre avec le pacte de stabilité budgétaire européen (TSCG traité sur la stabilité budgétaire, la coordination et la gouvernance) et certains accords de libre-échange comme le CETA.

**C'est aussi modifier la gouvernance de la BCE** dont Emmanuel MACRON dénonce les insuffisances. Les premières mesures annoncées par Christine LAGARDE ont déçu eu égard aux soutiens financiers insuffisants (750 Mrds contre les 1.654 Mrds de rachat de titres en 2016) mais surtout à l'incapacité de la BCE à harmoniser les écarts de taux longs entre la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Pour la BCE « la réponse à la crise doit être avant tout budgétaire » ce qui en dit long sur le soutien aux politiques libérales d'austérité : on est dans le mur mais on continue comme avant !

## Le COVID 19 Responsable de la crise économique et financière ?

Tant que le capitalisme mondialisé sévit, nous savons qu'il crée, dans sa frénésie financière pour générer du profit déconnecté de l'économie réelle, des bulles spéculatives qui explosent régulièrement. Ainsi des valeurs boursières sont déconnectées de la réalité économique de l'entreprise.

## des crises à répétitions



54

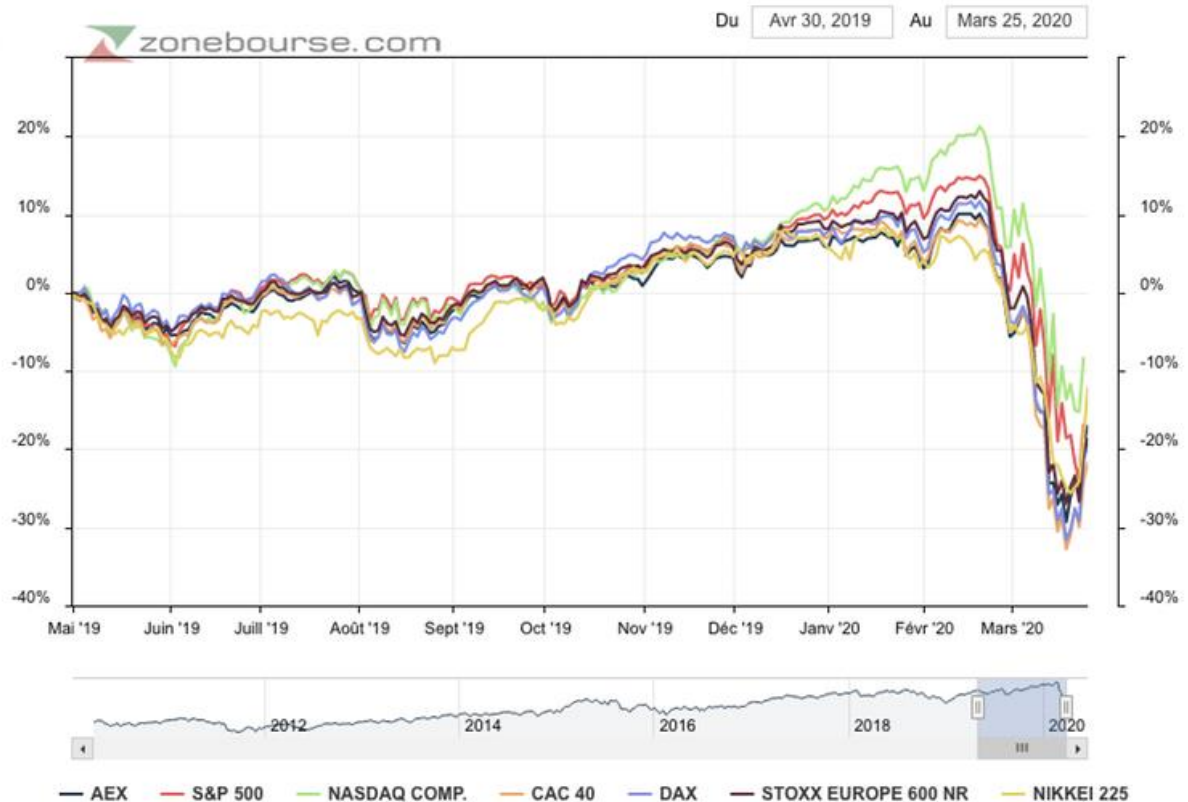
Tous les économistes dignes de ce nom et tous les observateurs avisés savaient qu'une crise financière était inévitable. Le COVID 19 n'a été que « l'épingle qui a fait exploser des bulles spéculatives ». En effet, la capitalisation boursière a doublé en dix ans alors que le système production n'a augmenté de 35%.

Cette euphorie financière en 2019 (CAC 40 + 26%, NASDAQ + 32%) était complètement déconnectée de l'économie réelle avec un ralentissement économique notamment en Europe, une crise des gilets

jaunes, des conflits sociaux nombreux notamment dans les services publics, l'incertitude liée au BREXIT et les graves tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, les tensions géopolitiques entre les Etats Unis et l'Iran, la chute des cours du pétrole.

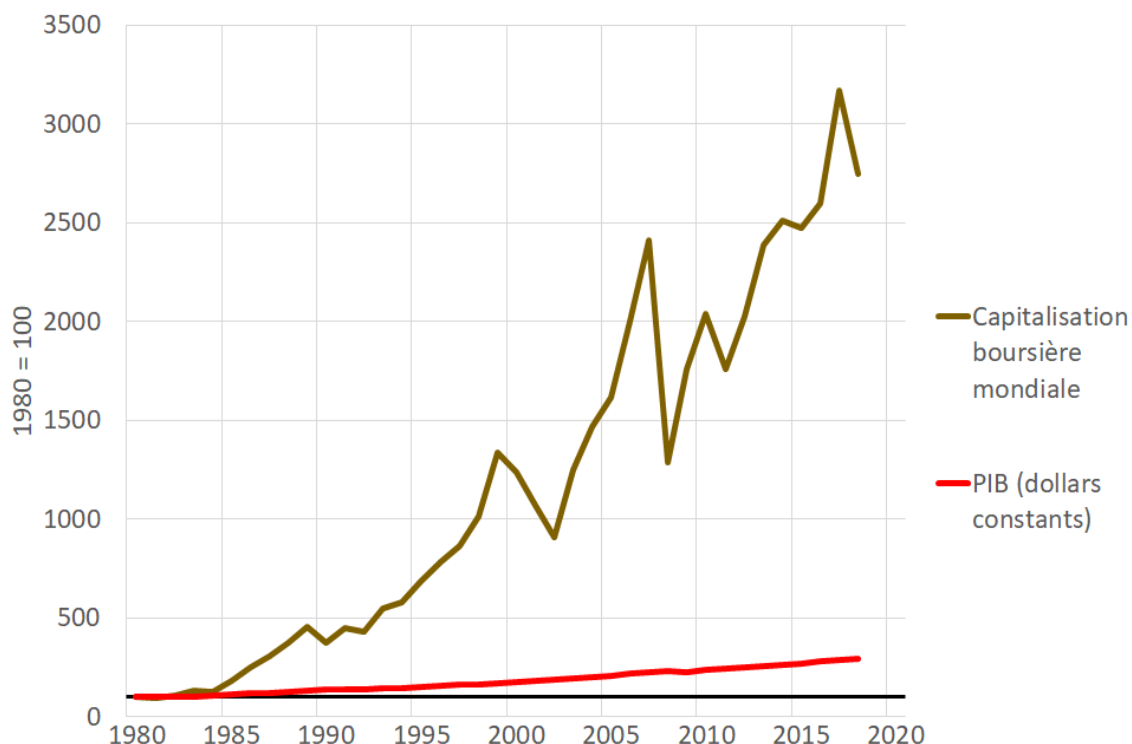
La politique monétaire accommodante a amplifié ce phénomène !

**Nous n'étions qu'une poignée à plaider pour une politique monétaire sélective, favorable aux PME, aux entreprises qui embauchent, qui investissent, favorable à l'emploi en quantité et en qualité, favorable au financement de la transition énergétique et défavorable aux spéculations financières ....**



Cette période est bien au-delà d'une crise sanitaire, elle mène à une crise de civilisation. En effet, l'urgence d'un changement fondamental de société et de système économique est salutaire tant pour nos économies nationales et que pour l'humanité.

Alors que depuis les années 80, la part de la croissance de capitalisation boursière accapare les richesses du PIB, les mesures prises par les gouvernements successifs dans bon nombre de pays, ne sont pas à la hauteur des enjeux pour préserver l'humanité face au dérèglement climatique et à l'impérieuse nécessité de répondre aux besoins fondamentaux des populations, à commencer par la santé.



Tant que l'économie et la finance seront portées comme les orientations politiques des 1ers de cordées baignant dans la finance et le monde des affaires, comme seul mode de croissance, rien ne changera !

Le capital a toujours été un outil d'asservissement des travailleur-ses et des précaires et si l'on veut une transformation profonde de nos modes de production, de notre capacité à lutter contre les injustices sociales pour garantir le développement et le progrès social, économique pour tous et ainsi préserver la sécurité, la santé et la paix dans le monde, il va falloir remettre en cause notre système économique fondé sur le capitalisme financier.

**Ensemble, avec nos différences, mettons en débat les quelques suggestions suivantes et soyons courageux et innovants dans nos propositions :**

### **1 – Exigeons une réponse aux populations les plus fragiles**

- La grave crise économique risque d'avoir des conséquences sociales très graves touchant les plus fragiles.
- Le gouvernement doit donc protéger les entreprises les plus fragilisées et donc tous les emplois. Les interdictions des licenciements relèvent du bon sens dès lors que les entreprises auront besoin de force de travail dès la reprise économique qui peut être boostée.
- Les difficultés financières dues au chômage technique ou partiel ne doivent pas avoir de conséquences pour les salarié-e-s / retraité-e-s qui ont du mal à payer le loyer, les charges (énergie, eau, téléphone, internet...).
- Il est urgent de réquisitionner tous les logements vacants pour les dizaines de sans abris et les très mal logés.

### **2 - Relocalisons nos productions**

La crise du COVID 19 montre les extrêmes fragilités mondiales face à des virus nouveaux et mortels. On peut penser que ces pandémies, toutes plus dangereuses les unes que les autres vont continuer. D'ailleurs, on parle plus d'en traiter les conséquences (vaccins) que les causes, ce qui montre notre extrême vulnérabilité.

Le bon sens voudrait qu'on relocalise les activités industrielles, agricoles, les services ce qui permet de reconstruire nos modes de vie et de mettre en œuvre, en imposant des circuits courts, une transition écologique et sociale de nos productions.

Face à une mondialisation anarchique, imposons des coopérations entre états en réponse aux crises écologiques et sociales.

N'avons-nous pas admis de façon sous entendue, y compris le Président du Conseil Régional dans son allocution lors de notre dernière séance plénière de l'assemblée du CESER, que le principe de libéralisation d'un marché démultipliait les acteurs et qu'il était ensuite plus compliqué d'organiser et de maîtriser la mise en œuvre d'une politique publique ?

C'est vrai pour le secteur de l'énergie où la 2ème commission a rencontré beaucoup de difficultés pour recenser les entreprises et les acteurs du secteur et le Président BONNEAU l'a confirmé en faisant la remarque que le numérus clausus en formation soins infirmiers, qui n'augmente pas, cumulé au développement des infirmières dans le secteur libéral, l'hôpital se trouve en sous effectif alors que le Ministre de la Santé affirme qu'il y a suffisamment d'infirmier-re-s !

### **3 – Réorientons nos systèmes productifs**

L'occasion est donnée de réorienter profondément les systèmes productifs pour les mettre au service des besoins des populations et du rétablissement des grands équilibres écologiques.

### **4 – Réorientons les moyens financiers**

Il est temps, enfin, de réformer profondément la fiscalité. D'abord en étant intransigeants sur la fraude (60 Mrds) et l'évasion fiscale (80 Mrds), ce qui nécessite l'abandon des suppressions d'emploi, des recrutements qualifiés pour traquer des fraudeurs toujours plus organisés, ensuite en uniformisant les fiscalités des entreprises en Europe pour en finir avec le dumping social, enfin en mettant une fiscalité sur les revenus du capital à la même hauteur que la fiscalité du travail (30 Mrds) au moment où nous aurons besoin de capitaux pour reconstruire « le service de santé gratuit », financer nos hôpitaux, rémunérer dignement nos soignants.

Faire appel aux dons, comme le suggère le Ministre du budget DARMANIN ne répond pas durablement à transformer la société avec des politiques publiques de long terme.

Les travailleur-ses ne veulent pas la charité des plus riches, ils/elles veulent leur mise à contribution par une fiscalité juste, équitable et solidaire.

Des mesures favorables à la défiscalisation et à l'évasion fiscale et le gouvernement en appel aux dons. Quelle honte !

La création monétaire ne doit plus alimenter les marchés de capitaux mais financer l'économie réelle : le financement et le développement des TPE – TPI, PME – PMI, le développement de l'emploi dans la transition écologique et énergétique et le soutien, dans l'après crise, dans les entreprises en difficulté pour soutenir le rebond, le maintien de tous les emplois.



## **5 – Désarmer les marchés de capitaux**

Si on veut éviter une nouvelle crise dans la décennie, il est urgent de contrôler les flux financiers, interdire le trading haute fréquence et les opérations spéculatives, mettre fin aux opérations de rachat d'entreprises sous les formes de LBO (leverage buy out) et mettre fin à la titrisation, notamment des PME, qui ne permet plus de contrôler la valeur d'un titre public ou privé.

**Oui, le CESER sortirait grandi, durant ce confinement, si nous contribuons à construire le jour d'après, un futur de progrès social, écologique, un progrès d'égalité en droits pour les femmes et les hommes et un avenir meilleur pour les générations futures.**

**La délégation CGT au CESER**